

L'ÉVEIL

Hebdo

N° 495 / 13^{ème} année. mardi 09 septembre 2003

Tentative de putsch :

129 militaires déférés

Cent vingt-neuf militaires mauritaniens, soupçonnés d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat du 8 juin en Mauritanie, ont été déférés dimanche devant la justice. Les 129 militaires, qui sont des officiers et sous-officiers encore en activité, ont été inculpés pour "haute trahison", "complot contre l'ordre constitutionnel" et "assassinats et actes de sabotages", a affirmé le magistrat Ahmed Ould Isselmou, vice-procureur général près la Cour suprême. Aucun général ne figure parmi les prévenus, dont les droits seront garantis et qui pourront recevoir la visite de leurs familles, a précisé M. Ould Isselmou.

Le projet de prise du pouvoir, lancé "par des officiers de l'armée nationale", d'après le président mauritanien, avait été maîtrisé par les forces loyalistes après 36 heures de combats. Les affrontements ont fait 15 morts et 68 blessés, selon un bilan officiel. La plupart des auteurs présumés de la tentative de coup d'Etat sont encore en fuite et font l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par le gouvernement mauritanien. Les deux principaux, Mohamed Ould Cheikhna et Saleh Ould Hanenna, ont annoncé dans un enregistrement diffusé le 2 septembre par la télévision satel-

itaire qatariote Al-Jazira la création d'un mouvement armé dénommé "les cavaliers du changement".

A ce sujet, le directeur des Affaires et porte-parole du ministère mauritanien de l'Intérieur, Sidi Yeslem Ould Amar Cheine, a dénoncé dimanche à Nouakchott les médias qui mènent "campagne" pour "des criminels", qualifiant notamment de "sabotage de la démocratie" la diffusion de cet élément. La chaîne qatariote n'avait alors fourni aucune précision sur le lieu et la date de l'enregistrement. La Mauritanie "apprécie le rôle des médias, encourage la liberté de presse, mais s'élève contre toute utilisation des médias pour incitation à la haine et à la violence", a expliqué M. Ould Amar Cheine au cours d'une rencontre avec la presse. "Malgré notre appréciation du rôle des médias à éclairer l'opinion publique, nous dénonçons avec force cette campagne qui porte un coup de poignard à la dé-

mocratie et incite à la violence de la part de criminels", a-t-il déclaré. "Nous prenons au sérieux tout ce qui peut porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de notre pays, mais pas de la part de personnes entachées de crimes de sang", a ajouté le responsable mauritanien. Sidi Yeslem Ould Amar Cheine a en outre jugé "surprenante" la diffusion de cet enregistrement vidéo, émanant selon lui "de personnes hostiles au choix démocratique et à la paix civile".